

16. DANS LES PIERRES DES USINES, NOTRE MÉMOIRE (1994)

Mon soutien à la Fondation Adolphe Hardy dans les années '90 prit la forme de subventions régionales qui lui permirent, au cours de plusieurs années, de publier un répertoire thématique du patrimoine de la région verviétoise. Ce furent les trois beaux volumes de Catherine Bauwens, devenus des classiques, pour lesquels je m'efforçai chaque fois de donner une préface quelque peu engagée. N°4 de la collection « Portraits et profils » de la Fondation, le premier titre de Catherine portait en 1994 sur le patrimoine industriel.

Mon grand-père, Lucien Joris (1893-1980), son père Joseph (1870-1931), son grand-père Hubert (1835-1916) : du milieu du XIX^e siècle à la fin de nos années '50, trois générations d'ouvriers tisserands disonais dans divers établissements de l'agglomération. Mon père lui-même, né en 1925, fit ses premiers pas dans la vie professionnelle, à la Libération, comme magasinier chez Bettonville à Hodimont.

Parmi les quelques souvenirs de famille en ma possession, j'épinglé ainsi le portrait de mon ancêtre Hubert dans son sarrau "du dimanche", la photo dans une cours d'usine anonyme de mon bisaïeul Joseph et de sa fille Victoria parmi d'autres travailleurs, le carnet d'ouvrière délivré à cette dernière par la commune de Dison en 1912, le carnet d'adhésion de son frère Lucien dans les années '20 à l'Association générale des tisserands de la vallée de là Vesdre, et ... les murs du futur Musée de la laine.

Généalogie et souvenirs banals que ceux-là chez nous, bien sûr, et pour cause si l'on veut bien se remémorer l'importance du textile dans la vie économique verviétoise jusqu'il y a une trentaine d'années, et par conséquent son omniprésence dans le quotidien de tant et tant de familles de la région durant un siècle et demi: en 1846, sur les 18.153 ouvriers occupés dans l'industrie lainière en Belgique, 13.615 travaillent dans l'arrondissement de Verviers; et au tournant du siècle, 24 des 27 entreprises de traitement de la laine dans le pays sont établies à Verviers.

C'est dire combien les vestiges subsistant de ce riche passé industriel - textile mais aussi métallurgique, sans oublier d'autres secteurs aussi divers que la chapellerie, la chaussure ou les cuirs industriels - ces vestiges donc, "hier chancres maudits, sont de plus en plus ressentis comme des témoins indispensables d'un passé qu'il ne serait pas opportun de vouloir complètement balayer" (Jean Barthélemy), des témoins qui ont marqué les esprits et façonné les sensibilités locales: le patrimoine industriel est aussi, et indissolublement, un patrimoine social.

L'histoire ne se limite pas en effet à celle des grands bourgeois et de leurs institutions civiles ou religieuses : les usines et les cités ouvrières, dans les agglomérations industrielles de Wallonie comme des autres régions européennes de vieille industrialisation, font partie intégrante du passé architectural et social de la ville et méritent à ce titre d'être considérées autrement que comme des friches à éliminer. Ainsi qu'à de nombreux autres bien sûr, il m'apparaît par conséquent comme un devoir moral autant qu'urbanistique et historique de contribuer à la préservation des éléments majeurs de ce patrimoine, qui reflète à maints égards le vécu quotidien de quatre ou cinq générations de Disonais et de Verviétois autant sinon plus que les monuments éminemment respectables et légitimement respectés que sont par exemple l'Hôtel de Ville de Renoz, les églises Notre-Dame ou St-Remacle, le Grand-Théâtre, nos superbes hôtels de maître ou encore, symbole choisi, l'Harmonie, son parc et son kiosque désormais propriétés publiques.

Mais la question, reposée par le Professeur Barthélemy à l'occasion de l'Année du patrimoine industriel wallon, est de savoir que faire de tout ce que les industriels ont abandonné au milieu de la cité, après avoir usé et abusé du territoire local et de sa population dans une recherche exclusive du profit se traduisant bien souvent dans un désordre urbanistique considérable. Comme le soulignait l'architecte Pierre Puttemans en 1992 dans un remarquable texte sur ces "châteaux sans maître entourés de guerriers morts, peuplés de rumeurs éteintes, de luttes oubliées, hérissés d'armatures, enracinés dans la rouille" : "entre le nettoyage/reconversion et le laisser-faire, l'imagination des urbanistes et des politiques devra dire comment intégrer ces témoins dans la vie locale et régionale, dans le paysage, dans la société".

On doit se féliciter à cet égard du nombre relativement appréciable de sauvetages et de reconversions exemplaires déjà réalisés sur les territoires de Verviers et de Dison, qu'il s'agisse d'une partie de l'usine Bettonville futur Musée du textile mais surtout des opérations de la société d'habitations sociales *La Régionale Verviétoise* : c'est depuis près de vingt ans en effet que son dynamique et clairvoyant directeur, M. Jean Bertrand, développe des projets de réaffectation d'anciens immeubles industriels en logements, qui sont aujourd'hui des modèles du genre: la maison Closset à Hodimont (berceau de l'entreprise Peltzer), l'usine Simonis rue de Limbourg, l'usine Wasson et les bureaux de l'usine Tiquet à Dison.

Durant les deux années où il eut la responsabilité de la politique du logement en Wallonie, en 1992 et 1993, ce n'est pas un hasard si le Ministre Robert Collignon et son Chef de Cabinet ont été particulièrement réceptifs aux propositions que leur ont faites les deux sociétés immobilières publiques verviétoises. C'est ainsi que grâce à l'octroi de quelque 190 millions d'aides régionales en deux exercices budgétaires - montant extrêmement important par rapport aux possibilités du budget wallon - la prochaine réaffectation en logements sociaux de la cité des Grandes Rames en Pré-Javais, de l'usine Bouchoms en Gérarchamps et de l'usine Rodéco à Dison (en

même temps que l'ancien Hospice St-Laurent) a été rendue possible.

Un quatrième sauvetage devrait pouvoir se concrétiser grâce à la réservation d'une somme de 90 millions dans le budget wallon pour une réaffectation (encore à préciser) de l'usine de Bonvoisin, décidée le 8 décembre 1994 par le Gouvernement régional. Déjà appréciable, le bilan de la conservation du patrimoine industriel dans l'agglomération verviétoise devrait ainsi être considérablement alourdi dans les prochaines années grâce à ces quatre nouvelles réalisations: je suis heureux d'avoir pu y contribuer.

Petit à petit, le souhait émis il y a dix ans par l'architecte Émile-José Fettweis se réalise ainsi d'une certaine façon dans les faits. Soulignant que les usines, les escaliers, ponts, fontaines, kiosques, "tous ces témoins de la ville du siècle dernier méritent la même attention que les beaux édifices de style si l'on veut prendre en compte la valeur d'ensemble du patrimoine architectural", et déplorant à cet égard la trop faible politique de classement à Verviers, E.-J. Fettweis plaidait en 1984 pour des mesures de protection y compris en faveur de certaines fabriques, témoins de l'ancienne industrie lainière.

On peut espérer que le mouvement ira en s'accroissant, si les autorités d'aujourd'hui conservent les moyens retrouvés de leur politique dynamique en la matière et si les nouvelles autorités verviétoises s'imprègnent davantage de cet appel du bourgmestre Jean-Marie Raxhon en 1985, valable pour le patrimoine industriel comme pour tout autre: "Puissent les Verviétois en cette fin du 20^e siècle se pénétrer de la valeur inestimable du patrimoine architectural qu'ils détiennent. Trop souvent hélas, des constructions anciennes arrivent au seuil de la taudification; il nous faut réagir maintenant car demain il sera trop tard. Que chacun apporte son attention, son souci mais plus encore son action à la sauvegarde de nos bâtiments classés ou classables".

Ainsi qu'il vient d'être dit implicitement, tout n'est pas l'affaire et la responsabilité des pouvoirs publics. A eux certes de montrer l'exemple à chaque fois que faire se peut, à eux de faire preuve d'imagination et de volontarisme pour concevoir ou épauler des projets, des synergies, des financements afin d'éviter la persistance de bâtiments désaffectés ou d'inopportunes disparitions, à eux encore d'informer les particuliers sur les possibilités légales d'aides et d'orienter ou de contenir leurs projets dans le cadre d'une philosophie - ou, mieux, d'un plan - de conservation/reconversion du patrimoine architectural régional.

Mais le privé, s'il est respectueux du passé de sa ville et soucieux de son homogénéité, peut et doit faire une part du travail : lorsque des sociétés commerciales choisissent de restaurer et réutiliser les rez-de-chaussée d'anciennes industries plutôt que de raser celles-ci (comme on les y autoriserait ...), en Gérardchamps ou rue de Limbourg, lorsque la CSC fait le pari du renouveau d'un quartier et de la réaffectation d'une usine en optant pour le déménagement de ses bureaux dans les anciennes installations de Gomitex Pont Léopold, on doit se féliciter de l'évolution des mentalités et espérer que ces exemples récents ne restent pas isolés.

À cet égard, la mission de sensibilisation qui incombe normalement aux pouvoirs publics est essentielle - et l'activité inlassable depuis 1987 d'une association militante comme "Sauvegarde et Avenir des Raines", dûment relayée par la presse locale, s'est révélée bien précieuse dans cette optique. Ainsi, dans une brochure diffusée par le Centre culturel verviétois pour la Journée du Patrimoine en 1989, Pierre Bricteux exposait déjà la richesse et la qualité de notre patrimoine industriel, épinglait les bâtiments qu'il estimait souhaitable de conserver et soulignait ceux dont il faudrait absolument garantir la sauvegarde. Plus récemment, la même association a encore plaidé en ce sens à l'occasion de la campagne pour les élections communales d'octobre 1994, en présentant les axes d'un plan global de revitalisation du centre urbain.

Étant pour ma part fermement convaincu de la nécessité et des avantages d'une planification souple en matière d'aménagement urbain en général, et en matière de conservation du patrimoine et du patrimoine industriel en particulier parce que celui-ci est plus que d'autres menacé, j'ai suggéré au nom de mon Ministre en avril 1993, lors de l'inauguration de la rénovation de Raines-Sécheval, l'établissement d'un programme raisonné de sélection, de restauration et de réaffectation des fleurons de ce patrimoine original, un plan de longue haleine pour éviter que ne disparaissent peu à peu tous les témoins glorieux d'un passé industriel qui ne le fut pas moins". Suggestion réitérée le 20 octobre 1994 dans les locaux de la SWDE - autre modèle de réaffectation! - à l'occasion de l'ouverture de l'exposition *Des usines, des maisons et des hommes*.

Cette exposition (la troisième d'une série de cinq "couvrant" également les régions du Borinage, du Centre, de Charleroi et de Liège) était une des multiples facettes de la vaste entreprise de sensibilisation annoncée en septembre 1993 par le Cabinet du Ministre Collignon, et conçue alors comme devant être, en 1994, "l'Année du Patrimoine industriel en Wallonie" que concrétisa d'heureuse manière le Ministre André Baudson : un livre de prestige reprenant les éléments majeurs de ce patrimoine (dont une douzaine d'immeubles de la région verviétoise), un inventaire répertoriant de façon très large celui-ci, un numéro complet des *Cahiers de l'Urbanisme* consacré à la problématique de la réaffectation, les quatre premiers numéros des *Carnets du Patrimoine* portant sur des sites industriels de qualité, et bien sûr les quelque 150 manifestations, expositions, promenades et démonstrations programmées sur ce thème dans le cadre des Journées du Patrimoine de septembre 1994 - dont pas moins de 20 activités à Verviers, Theux, Spa, Jalhay, Dolhain et Dison. La Fondation Adolphe Hardy aura été associée à trois reprises à cette Année du Patrimoine industriel: par la reconstitution d'un atelier de tissage à domicile du XVIII^e siècle lors des Journées du Patrimoine, par la

réalisation de l'exposition mentionnée plus haut, enfin et surtout par la publication du présent livre de Catherine Bauwens sur *Le patrimoine industriel de la région verwiétoise*, commandé pour la circonstance : il s'agit de la première publication spécifiquement consacrée au riche patrimoine industriel de la région verwiétoise, qui n'avait jusqu'ici fait l'objet que de mémoires universitaires inédits ou de contributions dans des ouvrages de portée plus vaste - les uns et les autres de grande qualité mais trop peu diffusés auprès du public de la région verwiétoise.

Nous espérons qu'il en ira autrement du travail de Catherine Bauwens. Jeune diplômée en Histoire de l'art et archéologie de l'Université de Liège en 1993, auteur d'un mémoire fouillé sur les ateliers Jaspar à Liège, elle a effectué les recherches sur le terrain et dans les archives pour rédiger et illustrer les analyses historiques et architecturales des bâtiments sélectionnés. Ceux-ci sont au nombre d'une trentaine, résultat d'une sélection que j'assume avec l'auteur, tout comme les commentaires urbanistiques qu'elle m'a permis d'insérer dans nombre de notices.

Fruit d'une année de travail rigoureux, le livre de Catherine Bauwens, sans prétendre bien sûr être un inventaire complet, me semble en tous cas pouvoir constituer à la fois une contribution solide à l'histoire économique et sociale régionale, un guide agréable pour la découverte d'une architecture locale spécifique, et un outil pour les partisans et les acteurs de sa conservation.

Qu'il me soit permis pour terminer de remercier le Cabinet du Ministre André Baudson d'une part, les responsables de la Fondation Hardy d'autre part, et son Administrateur délégué notre ami Joseph Gélis en particulier, pour avoir parrainé ce travail. Puisse la Fondation Adolphe Hardy, dans une attitude dynamique transcendant les frontières communales au service du patrimoine de toute l'agglomération verwiétoise, être à même d'accueillir à l'avenir d'autres ouvrages du même type.